

Alors que plus de 180 contrevenants ont été appréhendés par la police

# Les parkings anarchiques continuent de proliférer à Alger

Page 2

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4181 - Mercredi 24 mai 2017 - Prix : 10 DA

Béjaïa

## Marche du Snapap en soutien aux travailleurs sanctionnés

Page 4

Sous la présidence du doyen Saïd Bouhadja

# La nouvelle APN a tenu hier sa première séance

Page 3

### Intermède

Par Mohamed Habili

**O**n se souvient qu'à l'approche des législatives du 4 mai dernier, quelques-uns des partisans de leur boycott et non moins membre de l'instance de coordination de l'opposition, à leur tête évidemment Jil Jadid de Djillali Soufiane, avaient demandé au MSP de se retirer de l'ISCO du moment qu'il voulait intégrer le gouvernement, et ce au mépris manifeste de tout ce qui avait été convenu au Congrès de Mazafran. Il suffit d'ailleurs de rappeler cet épisode pour faire mentir la version qu'on cherche tant à accréditer pour l'heure, suivant laquelle le MSP n'est pour rien dans l'offre à lui faite par le Premier ministre au nom du chef de l'Etat de faire partie de la majorité présidentielle, et conséquemment du nouveau gouvernement. Quoi qu'il en soit, le fait que le MSP ait considéré au bout du compte contraire à ses intérêts son retour au gouvernement, dans les conditions actuelles tout au moins, devrait lui valoir l'absolution de la part de ceux-là mêmes qui l'avaient fustigé dans un premier temps, et plus que tous ce gardien du temple attiré, à moins qu'il ne faille dire autoproclamé, qui s'appelle Jil Jadid, sinon de franches félicitations pour être retourné après quelques errements dans la voie juste. Car pire que commettre une erreur, il y a l'obstination dans cette même erreur. Or rien de tel ne s'est encore produit, à croire que le MSP n'a toujours pas convaincu les plus exigeants de ses anciens compagnons de route de la sincérité de son retour à l'observance stricte des dogmes adoptés d'un commun accord.

Suite en page 3

## Un attentat suicide fait 22 morts et 59 blessés à Manchester

# Daesh frappe de plein fouet le Royaume-Uni



Un attentat suicide faisant 22 morts et 59 blessés a semé lundi soir l'horreur dans la ville de Manchester en Angleterre. L'Etat islamique a encore frappé de plein fouet la Grande-Bretagne par un kamikaze ayant causé une puissante déflagration à la sortie d'un concert de musique où même des enfants ont péri. Lire page 2

Souk N T'leta

## Le barrage livré en octobre 2019

Page 24

Festival culturel européen

## «Petit boulot pour vieux clown» séduit les Algérois

Page 13

Un attentat suicide fait 22 morts et 59 blessés à Manchester

# Daesh frappe de plein fouet le Royaume-Uni

■ Un attentat suicide faisant 22 morts et 59 blessés a semé lundi soir l'horreur dans la ville de Manchester en Angleterre. L'Etat islamique a encore frappé de plein fouet la Grande-Bretagne par un kamikaze ayant causé une puissante déflagration à la sortie d'un concert de musique où même des enfants ont péri.

Par Yacine Djadel

Il était environ 22h30, heure locale en Grande-Bretagne, lorsqu'un homme a déclenché un engin explosif, lundi soir à la sortie d'un concert de musique dans la ville de Manchester. Visant à causer un maximum de victimes, l'assaillant, appartenant au groupe Etat islamique, connu pour sa violence terroriste, a causé d'énormes pertes humaines. De nombreuses victimes ont péri sous la puissante explosion, parmi eux des jeunes et des enfants. Pour rappel, l'endroit où le drame est survenu est un foyer de la Manchester Arena, une salle d'une capacité de 21 000 personnes, à la fin d'un spectacle de la pop-star américaine Ariana Grande. Des milliers d'enfants, parfois âgés de moins de dix ans, et d'adolescents assistaient au concert et ont fui les lieux, paniqués, après l'explosion. Les autorités, condamnant fermement cet acte ignoble, ont tenté de rassurer les citoyens. C'est, selon certains médias, l'attaque la plus dévastatrice depuis 2005, celle perpétrée dans les transports londoniens. Une nouvelle frappe terroriste sur le sol anglais qui vient apporter, encore une fois, son lot de désolation surtout que la plus récente ne date que du 22 mars dernier et a fait cinq morts à Londres. Pourtant, le pays a renforcé son dispositif sécuritaire depuis deux ans. Il est placé à un niveau d'alerte sévère. 126 000 policiers sont mobilisés sur tout le territoire, mais peu sont armés. Un choix qui fait débat. Depuis l'an dernier, 600 agents de plus ont une arme. Par ailleurs, pour ce qui est de l'enquête afin de déterminer les coupables exacts, un homme de 23 ans en lien avec les faits a été interpellé, hier, a annoncé la police de Manchester. Pour l'instant d'autres pistes sont en cours, ont ajouté les services de sécurité britanniques. S'agissant toutefois, des réactions d'autres pays, suite aux terribles attentats s'étant abattus à nouveau sur l'Angleterre, plusieurs chefs d'Etat ont condamné l'acte terroriste.

**Bouteflika :**  
«L'Algérie condamne avec force cet ignoble crime terroriste»

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika a adressé un message de condoléances à la Première ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Theresa May, dans lequel il a condamné avec force l'attentat qui a coûté la vie à plus d'une vingtaine de personnes et causé des dizaines de



blessés dans la ville de Manchester. «C'est avec une profonde indignation que j'ai appris l'horrible attentat qui a coûté la vie à plus d'une vingtaine de personnes et causé également des dizaines de blessés dans la ville de Manchester», a écrit le Président Bouteflika dans son message. «L'Algérie condamne avec force cet ignoble crime terroriste et exprime sa solidarité à votre pays ami endeuillé par cette tragédie, a déclaré le chef de l'Etat, ajoutant qu'au nom du peuple algérien, de son gouvernement et en mon nom personnel, je vous présente nos sincères condoléances et nos vœux de rétablissement pour les bles-

sés». Concernant la communauté nationale vivant en Angleterre, aucun algérien ne figure parmi les victimes de l'attentat terroriste de Manchester, a fait savoir le consulat d'Algérie à Londres.

## Vives réactions internationales

Pour montrer leur soutien au Royaume-Uni, de nombreux pays ont adressé leur message de solidarité à l'égard de l'Angleterre. La Ligue des Etats arabes a souligné que cet attentat sordide vient confirmer la nécessité d'une mobilisation de la communauté internationale pour lutter d'une manière effi-

ciente contre le fléau du terrorisme. La Chine a dit soutenir fermement le peuple britannique dans cette épreuve, dans un message du président chinois Xi Jinping à la reine d'Angleterre Elisabeth II, tandis que le président russe Vladimir Poutine a, lui aussi, condamné l'attaque de «cynique et d'inhumaine». La chancelière allemande Angela Meckel, quant à elle, fait part de «sa tristesse» et de «son horreur» après l'attentat terroriste, affirmant dans un communiqué que cette attaque terroriste présumée ne fera que renforcer notre détermination à travailler avec nos amis britanniques contre ceux qui commettent des actes

aussi inhumains. Le président des Etats-Unis Donald Trump a vivement condamné depuis Beïtlehem en Cisjordanie occupée, l'attentat de Manchester perpétré, a-t-il dit par «des losers malfaisants». La classe politique canadienne a également exprimé sa consternation lundi soir après l'attentat à la salle Arena de Manchester. «Les Canadiens ont appris avec horreur l'attentat survenu à Manchester et leurs pensées accompagnent les victimes et leurs familles», a écrit le Premier ministre Justin Trudeau sur son compte Twitter, appelant la communauté internationale à se mobiliser «en extrême urgence». Y. D.

Alors que plus de 180 contrevenants ont été appréhendés par la police

## Les parkings anarchiques continuent de proliférer à Alger

Les parkings sauvages pullulent anarchiquement dans les grandes villes, en dépit de la bonne volonté des autorités qui activent depuis des années pour éradiquer ce phénomène. Les quelque 184 parkings anarchiques recensés dans la wilaya durant le mois d'avril dernier renseignent sur l'ampleur du phénomène. En dépit des efforts colossaux déployés à différents niveaux pour éradiquer le phénomène, les parkings sauvages continuent de proliférer dans la capitale qui en souffre cruellement. Et les automobilistes se retrouvent à la merci des parkingueurs qui s'auto-proclament gardiens de parkings dans l'impunité totale. Cette activité qui reste fortement lucrative encourage les parkingueurs à continuer d'exercer illégalement un grand dam des automobilistes, en plus des incidents et incivilités découlant d'une telle pratique. Des dépassements de certains parkingueurs sont signalés au quotidien par les automobilistes. Les parkingueurs avides de gain facile imposent leurs tarifs. En l'absence des autorités locales, ces derniers souvent munis de bâtons font payer les automobilistes sous la menace de saccager le véhicule ou d'agresser le conducteur.

Il est annoncé que pas moins de 187 contrevenants ont été appréhendés et traduits en justice par la police, selon un communiqué de la cellule de communication de cet organe de sécurité. Dans le cadre de la lutte contre les parkings anarchiques à travers les rues et les quartiers d'Alger, tous les moyens humains et techniques ont été mobilisés pour lutter contre ce phénomène, a précisé la même source.

### 200 DA à côté du TNA

Ce phénomène existant depuis plusieurs années est devenu un vrai casse-tête chinois pour les automobilistes et pour le gouvernement qui reste impuissant jusqu'ici face à ce phénomène. Là où vous stationnez, dans la rue, devant l'université, près d'un marché, un cabinet de médecin, une superette, dans un lieu de travail, vous aurez à payer pas moins de 50 DA si ce n'est pas plus, et même 200 DA au parking voisin du TNA, au vu et au su de tous, pour avoir occupé cette place considérée comme parking! Si vous refusez de payer, et vous échappez à l'agression, vous risquez quand même de voir votre voiture

saccagée. Ces derniers s'arrachent le moindre mètre carré. Avant même de garer votre véhicule, des voix vous suivent. «Combien comptez-vous rester ?» Des bagarres éclatent souvent entre conducteurs et jeunes gardiens. Et si un conducteur exige un ticket, ces derniers se mettent en colère. Les automobilistes cèdent en payant, car les places pour stationnement sont rares, faute de parkings légaux. Face à l'ampleur qu'a pris le phénomène, les pouvoirs publics ont promis un assainissement total au niveau des boulevards et ruelles névralgiques afin d'aérer les trottoirs. Une opération lancée il y a quelques années dans plusieurs quartiers de la capitale.

Des gardiens de parkings sauvages ont été présentés même devant le procureur de la République, des mises en garde pour ne plus pratiquer cette activité illégale leur ont été adressées, tout en les informant des risques d'emprisonnement en cas de récidive. Mais, en vain, ils sont de plus en plus présents. Et les grandes villes vivent une anarchie totale, sous les yeux des responsables, impuissants.

Louiza Ait Ramdane

Sous la présidence du doyen Saïd Bouhadja

# La nouvelle APN a tenu hier sa première séance

■ Issue des élections législatives du 4 mai, l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu, hier, sa première plénière présidée par le candidat du FLN, Saïd Bouhadja, en sa qualité de doyen de l'hémicycle de Zirout-Youcef.

Par Linda Naili

Saïd Bouhadja, à la séance d'ouverture des travaux de la 8<sup>e</sup> législature, a affirmé que «la diversité des sources de pensées et des obédiences politiques» permettront au Parlement de se constituer en «cadre idoine de dialogue et en espace d'ancrage du processus démocratique et des règles de travail du Parlement». Aussi, considérant que les députés devraient être «à la hauteur des aspirations des citoyens et de la confiance qu'ils ont placée en eux», il appartient, a-t-il poursuivi, à ces derniers, «toutes obédiences confondues», de «travailler de concert à travers le dialogue et l'échange de vues pour trouver des solutions aux préoccupations du peuple qui les a élus en toute liberté et transparence». Ainsi, pour la présidence du Parlement, le FLN, vainqueur du scrutin législatif avec 161 sièges, avait soumis il y a quelques jours la candidature de Saïd Bouhadja, député de la wilaya de Skikda. Une proposition de candidature soutenue par le RND, Tadjamoue Amel El Djazair (TAJ) et le Mouvement de l'entente nationale ainsi que par l'Union nationale pour le développement. Alors que ce n'est qu'hier, lors la plénière, que le MSP (Mouvement de la société



Ph. > E. Soraïdji, A.

pour la paix) qui, rappelons-le, a remporté 34 sièges aux dernières élections, a proposé la candidature de l'ancien ministre du Tourisme, Smail Mimoun, député de la wilaya de M'sila. Viendra emboîter le pas au MSP, l'Union Ennahda-Adala-Bina, qui a remporté 15 sièges aux législatives du 4 mai, présentant son député de la wilaya de Constantine, Lakhder Benkhellaf, pour prendre la tête de l'APN. Ce dernier, considérant que «la présidence de l'APN

est décidée d'avance» avec la proposition de Saïd Bouhadja par le FLN, dira que sa candidature vise à «casser le principe de plébiscite». De son côté, en marge de l'ouverture la première séance de l'APN, Mohcen Belabbes, président du RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie), qui a remporté 9 sièges aux législatives du 4 mai, a proposé sa députée de la wilaya de Béjaïa, Ouali Nora, pour la direction de la nouvelle APN, huitième du genre. Les tra-

vaux de la séance matinale présidée par Saïd Bouhadja, assisté des deux plus jeunes députés, en l'occurrence Touhami Habibi et Ayoub Cheraitiya, ont débuté par la formation de la commission de la commission de validation de la qualité de membre, composée de 20 membres.

Laquelle commission a procédé à l'élection de son bureau, la constitution de ses commissions et l'élection de son président. **L. N.**

Examen de fin de cycle primaire

## Plus de 760 000 élèves se présenteront aujourd'hui aux épreuves

Plus de 760 000 élèves se présenteront aujourd'hui aux épreuves de l'examen de fin de cycle primaire (2016-2017) à travers tout le territoire national. L'examen porte sur trois matières, à savoir la langue arabe, les mathématiques et la langue française. La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrît, donnera le coup d'envoi de cet examen à partir de la wilaya de Béchar dans la matinée, et de la wilaya de

Tindouf dans l'après-midi. Selon le ministère de l'Education nationale, 760 652 élèves, dont 47,93% de filles, passeront l'examen de cette session, avec une hausse de 55 192 candidats par rapport à la précédente session. Les candidats de cette session seront répartis sur 13 688 centres d'examen et encadrés par 160 880 enseignants. Selon le planning des examens, les élèves passeront les épreuves de langue arabe et de mathéma-

tiques dans la matinée et celle de langue française dans l'après-midi. La ministre de l'Education nationale avait affirmé dernièrement que les candidats passeront l'examen au sein de leurs établissements scolaires pour la deuxième année consécutive. Cette nouvelle mesure adoptée par le ministère de l'Education est à même de préserver le bon moral des élèves vu leur jeune âge, tandis que les enseignants encadrant l'opération seront

orientés vers d'autres centres d'examen. Le ministère avait démenti le recours à une session de rattrapage, alors que les moyennes des examens des trois trimestres seront prises en compte pour les élèves qui n'obtiendront pas la moyenne de 5 sur 10. Les résultats de l'examen de fin de cycle primaire seront annoncés le 9 juin prochain. **M. L.**

**M. L.**

**M. H.**

Prise en charge des assurés sociaux

## Lancement d'un portail web de conventionnement

La Caisse nationale des assurances sociales (Cnas) a lancé un portail web de conventionnement pour une meilleure prise en charge des assurés sociaux, dans le cadre du programme de modernisation du système de la sécurité sociale et la mise en œuvre du plan stratégique de la caisse 2017-2019, a indiqué, hier à Alger, le directeur général de cet organisme, Tidjani Hassan Haddam. Le portail est une application web «https://pnc.cnas.dz», conçue par des compétences de la Cnas et

destinée à la gestion électronique des relations contractuelles avec des professionnels de santé, notamment, par le téléchargement des documents médicaux et administratifs et permettra aux assurés sociaux de s'informer sur l'état d'avancement du traitement de leur demande de prise en charge relative, notamment, à la chirurgie cardiovasculaire, a précisé M. Haddam lors d'une journée d'information sur ce portail web. Le même responsable a ajouté que ce portail permet également

au personnel médical et administratif des cliniques de chirurgie cardiovasculaire et des centres privés d'hémodialyse d'échanger en temps réel des informations et offres de nouveaux services électroniques permettant d'assurer une meilleure coordination avec les assurés sociaux ainsi que les partenaires de la CnasS. M. Haddam a souligné que la Caisse «s'est engagée à s'inscrire dans l'esprit de la modernisation du système de sécurité sociale dans le but d'améliorer les prestations

destinées aux assurés sociaux» et de veiller ainsi «continuellement à l'humanisation» des relations avec ses usagers dans le cadre du système tiers payant. Il a souligné par ailleurs, que la Cnas accorde une attention «particulière» au «bon accueil» et à l'allègement des procédures de prise en charge de toute la catégorie des assurés sociaux et de leurs ayants droit, et d'investir dans la modernisation. Dans ce contexte, il a indiqué que dans le cadre de l'introduction de la carte électronique «Chifa» au

profit des assurés sociaux, près de «13 millions de cartes ont été établies pour plus de 35 millions de bénéficiaires (assurés sociaux et ayants droit) et que le système de conventionnement est réalisé avec 11 000 officines pharmaceutiques et plus de 3 200 médecins traitants, 19 cliniques privées de chirurgie cardiovasculaire, 168 centres d'hémodialyse et 320 entreprises de transport sanitaire».

**Ghani Y.**

Béjaïa

# Marche du Snapap en soutien aux travailleurs sanctionnés

■ *Durant les deux premiers jours, hormis le chef-lieu de wilaya, la majorité des communes de Béjaïa ont été paralysées, à l'exemple d'El Kseur où a eu lieu un rassemblement de soutien à un travailleur licencié, ainsi qu'à Melbou, Kherrata, Souk El-Tennine.*

PH.D. R.



Par Hocine Cherfa

La grève des communaux pour laquelle a appelé le Snapap a entamé hier sa deuxième journée. Elle a été largement suivie par les travailleurs communaux, hier et avant-hier. Selon M. Hani coordinateur du Snapap à Béjaïa, le taux de suivi enregistré est de 99 % sur le territoire de la wilaya. Durant les deux premiers jours hormis le chef-lieu de wilaya, la majorité des communes de Béjaïa ont été paralysées, à l'exemple d'El Kseur où a eu un rassemblement de soutien à un travailleur licencié et à Melbou, Kherrata, Souk El-Tennine, etc... Un service minimum a toutefois été assuré par les travailleurs communaux, a indiqué un représentant syndical à Melbou. Il a concerné notamment les écoles primaires, les examens du Cneg et le ramassage des ordures, a-t-il précisé. Aussi, la distribution du couffin du ramadhan dont l'opération débutera demain dans cette commune, sera assurée bénévolement par des ouvriers professionnels, a-t-il ajouté. «Notre plate-forme de

revendications comprend 17 points dont aucun n'a été satisfait», affirme-t-on, précisant que cette grève cyclique sera prolongée sur 10 jours et puis 20 jours si aucune suite n'est donnée à leurs doléances. Hier, une marche a eu lieu à l'appel de la Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA) à laquelle est affilié le Snapap. La procession s'est ébranlée depuis la maison de la culture de Béjaïa jusqu'au siège

de la wilaya. Il s'agissait pour les organisateurs de protester contre la suspension arbitraire et abusive des syndicalistes de la Fédération de l'enseignement supérieur et de la Sonelgaz, a-t-on souligné dans une déclaration à cet effet. Cette marche est organisée aussi en soutien aux syndicalistes des œuvres universitaires Nacer Kassa et Haddak Arab et au postier Amar Younsi et aussi à un fonctionnaire de l'APC d'El-Kseur suspendu

depuis plusieurs mois. Les protestataires ont également dénoncé la décision prise par le ministère du Travail pour le retrait du récépissé du Syndicat autonome des travailleurs de Sonelgaz (Snateg). Selon un syndicaliste, «les sanctions des travailleurs et leur mutation abusive n'est que le prélude à d'autres abus et pressions pour tous ceux qui oseraient demander leurs droits selon la loi». Les organisateurs exigent le respect des libertés

syndicales, l'arrêt de toute forme de répression à l'encontre des syndicats, la prise en charge de toutes les revendications légitimes, la levée des suspensions des syndicalistes, la régularisation administrative et financière des 159 ouvriers professionnels contractuels, la révision du code du travail, le maintien de l'ancien régime de retraite sans condition et la réduction de l'IRG et l'instauration d'une justice sociale. Ils exigent aussi l'intégration en priorité de tous les contractuels et les vacataires en poste, l'intégration de tous les travailleurs dans le cadre du pré-emploi et du filet social, l'ouverture des formations spéciales pour les corps techniques afin de bénéficier des promotions ainsi que l'intégration de tous les travailleurs recrutés dans le cadre de la sous-traitance dans des postes permanents.

H.C.

H. C.

Examen de 5<sup>e</sup> année à Béjaïa

## 15 907 candidats inscrits

Ils sont 15 907 candidats dont 7 560 filles à rejoindre les 321 centres d'examen. Les candidats sont issus de 561 écoles de la wilaya. On note que 176 candidatures sont issues des écoles privées. Les 15 907 candidats seront encadrés par 3 005 enca-

dreurs. Il est enregistré par ailleurs cette année 26 candidats aux besoins spécifiques et ces derniers auront toute l'assistance nécessaire, a indiqué hier la cellule de communication de la direction de wilaya qui rappelle que «toutes les conditions maté-

rielles et humaines ont été mobilisées pour assurer le bon déroulement des examens». A noter que le coup d'envoi de cet examen sera donné par le wali Mohamed Amine Hattab au niveau de l'école El-Mokrani.

H.C.

H. C.

18<sup>e</sup> Salon international du tourisme et voyages

## Une occasion de connaître les atouts touristiques nationaux

La 18<sup>e</sup> édition du Salon international du tourisme et voyages (SITEV) qui a pris fin lundi à Alger au «Palais des expositions» a constitué une occasion pour toutes les parties concernées, citoyens, professionnels, et opérateurs étrangers pour prendre connaissance des atouts touristiques de l'Algérie qui sont de nature à contribuer à l'ériger en destination touristique unique en son genre. Avec la participation de plus de 220 exposants, dont 25 participants représentant 12 pays arabes et étrangers, la 18<sup>e</sup> édition du SITEV a été marquée par la richesse des offres touristiques proposées aux clients par les différentes agences touristiques. Représentant le Syndicat national des agences touris-

tiques et gérant d'une agence touristique privée, Abderaouf Oudjida a indiqué à l'APS que ce Salon «nous a permis de faire connaître au citoyen algérien le produit touristique disponible et l'inciter à passer ses vacances en Algérie». Le manque de structures d'accueil a fait que «les prix demeurent élevés par rapport à ceux proposés dans les pays voisins», a ajouté M. Oudjida, appelant dans ce contexte à «soutenir l'investissement dans les structures hôtelières et renforcer le partenariat avec tous les opérateurs, en vue de proposer des prestations touristiques répondant aux attentes des clients». Il a mis en avant la nécessité pour les autorités concernées d'«accompagner et d'assister les

agences touristiques», tout en relevant l'importance d'ancrer la culture touristique au sein de la société et de proposer des prix compétitifs en adéquation avec toutes les bourses. Pour sa part, le chargé de communication à l'Office national algérien de tourisme (ONAT), Adel Gana, a exposé toutes «les offres touristiques proposées par son établissement durant ce Salon, en vue de permettre aux citoyens de passer leurs vacances d'été dans les différentes wilayas côtières». Le même responsable a affirmé que l'ONAT a proposé aux citoyens «des appartements équipés au niveau des wilayas d'Oran, Aïn Temouchent, Béjaïa, Jijel, Tipaza, Skikda et Annaba, outre des camps de toile à des

prix compétitifs à raison de 6 000 DA/jour pour six personnes». Pour sa part, le chargé de communication au Touring Club Algérien (TCA), Kaddour Redouane a mis l'accent sur l'importance d'«accorder la priorité au tourisme intérieur en dépit de toutes les insuffisances auxquelles est confronté le secteur, notamment en matière d'hébergement». M. Kaddour a indiqué que le club touristique a présenté, lors de ce Salon, un programme touristique diversifié répondant aux goûts de la clientèle de l'intérieur et de l'extérieur du pays, ajoutant que «l'Office veille au renforcement du tourisme intérieur par l'ouverture de grandes perspectives pour l'investissement, en vue de construire des villages touris-

tiques à proximité des villes côtières, particulièrement dans les régions de «Rachgoun» (Ain Témouchent) et de «Zemmouri» (Boumerdès). Par ailleurs, de nombreux citoyens ayant visité ce Salon en vue de choisir la destination touristique pour leurs vacances ont insisté sur l'impératif de «revoir les tarifs qui demeurent très élevés comparativement aux tarifs bas offerts par certains pays voisins». A cet effet, un visiteur a révélé que son choix s'est porté, cette année, sur Hammamat en Tunisie, en raison des frais de séjour inférieurs à ceux pratiqués en Algérie.

Salim B.

## Pétrole

# Boutarfa se rend à Vienne pour plusieurs réunions de l'Opep

■ Le ministre de l'Energie, Nouredine Boutarfa, se rendra à Vienne les 24 et 25 mai pour prendre part à la réunion du haut comité de monitoring conjoint Opep et non-Opep, ainsi qu'à la 172<sup>e</sup> conférence ministérielle de l'Opep et à la conférence ministérielle Opep et non-Opep, apprend-on auprès du ministère de l'Energie.

Par Salem K.

**A**vant de s'envoler vers la capitale autrichienne, M. Boutarfa s'était rendu la semaine dernière à Bagdad et à Moscou pour élargir l'adhésion au principe de l'adoption d'une position commune quant à la prolongation de l'accord de réduction de la production pétrolière des pays Opep et non-Opep. Visant à assurer un retour à l'équilibre du marché d'ici le premier trimestre 2018, cette position a été effecti-



vement affirmée lors de la rencontre du ministre de l'Energie avec ses homologues irakien, Jabbar al-Aluabi, et russe, Alexander Novak, qui se sont exprimés en faveur d'une prolongation de l'accord sur une réduction de la production pour une durée de 9 mois supplémentaires. Ce principe avait également été retenu lors de la visite du ministre vénézuélien du Pétrole et des mines, Nelson Martínez, en avril dernier à Alger, pour soutenir la reconduction de l'accord entre les pays Opep et non-Opep. Un accord Opep-non Opep sur une prolongation de la réduction de la production de

pétrole semble certain puisqu'il a déjà acquis un très large consensus. A plusieurs reprises, le ministre saoudien de l'Energie, Khaled Al-Faleh, s'est dit confiant sur la perspective d'une prolongation des quotas de production de pétrole, ainsi que les pays du Golfe membres de l'Opep qui se sont montrés favorables à cette extension. Pour rappel, l'Opep et des pays producteurs hors Opep avaient convenu, en décembre 2016 à Vienne, d'un accord, le premier du genre depuis une quinzaine d'années, pour agir ensemble en réduisant leur production d'un total avoisinant 1,8 mbj à

partir de janvier 2017 à raison de 1,2 mbj par l'Opep et 600 000 bj par onze pays hors-Opep (Azerbaïdjan, Brunei, Bahreïn, Guinée équatoriale, Kazakhstan, Malaisie, Mexique, Oman, Russie, Soudan et Sud Soudan). En application de l'accord de l'Opep, M. Boutarfa avait instruit en décembre dernier l'Agence de régulation des hydrocarbures (Alnaf) de faire procéder par les contractants de gisements d'hydrocarbures liquides à une réduction totale de leur production d'hydrocarbures liquides de 50 000 barils par jour à répartir équitablement entre tous les contractants, et ce, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour une première période de 6 mois.

## Les cours du pétrole en baisse en Asie

Les cours du pétrole étaient orientés à la baisse en Asie mardi, plombés par les informations selon lesquelles les Etats-Unis veulent vendre la moitié de leurs réserves stratégiques. Vers 03h45 GMT, le baril de light sweet crude (WTI), référence américaine du brut, pour livraison en juin, cédait 23 cents à 50,90 dollars dans les changes électroniques en Asie. Le baril de Brent, référence européenne, pour livraison en juillet, perdait 26 cents à 53,64 dollars. Donald Trump va dévoiler mardi sa proposition de budget 2018. Il prévoit selon Bloomberg News de vendre une partie des réserves stratégiques pour éponger la dette. Il compte selon l'agence

lever 500 millions de dollars au cours de l'année fiscale 2018, et jusque 16,6 milliards au cours de la prochaine décennie. Les Etats-Unis possèdent actuellement 687,7 millions de barils de brut dans leurs réserves stratégiques, selon le site internet du département américain de l'Energie. «*Cette nouvelle est un choc pour le marché*», a déclaré Margaret Yang, analyste chez CMC Markets. «*Les pays de l'Opep tentent de faire baisser l'offre. Mais si les Etats-Unis vendent la moitié de leurs réserves, cela va ajouter une énorme quantité de brut sur le marché*», a-t-elle observé. «*Cela signifierait que la Russie et l'Opep devront réduire leur production encore plus pour limiter la surabondance sur le marché*». Le pétrole avait progressé sur l'espoir que l'Opep et ses partenaires s'accorderont sur une prolongation au-delà de juin de leurs quotas de production. Cette décision devrait être prise jeudi à Vienne lors d'une réunion du cartel. Dernier élément en date sur ce sujet qui agite le marché depuis plusieurs semaines: l'Irak a approuvé la prolongation de neuf mois de la limitation de la production des pays membres de l'Opep, qui vise à faire remonter les cours du brut, a indiqué lundi le ministre du Pétrole, Jabbar Al-Luabi. Au sein de l'Opep, l'Irak, deuxième producteur du cartel, était un des derniers pays à ne pas avoir pris d'engagement formel en ce sens.

S. K./APS

En 2017 et 2018

## La croissance économique en Afrique se redressera légèrement

**L**a croissance économique en Afrique devrait se redresser à 3,4% en 2017 et 4,3% en 2018, contre 2,2% l'année passée, estime un nouveau rapport de la Banque africaine de développement (BAD) sur les perspectives du continent. Selon le Rapport 2017 sur les perspectives de l'économie africaine publié ce lundi par la banque, ce redressement du taux de croissance serait dû à la reprise anticipée des cours des matières premières qui devrait renforcer l'économie mondiale, ainsi qu'à la consolidation des réformes macroéconomiques intérieures. En 2016, le

taux de croissance économique en Afrique a ralenti à 2,2%, contre 3,4% en 2015, du fait de la baisse des cours des matières premières, de la faible croissance économique mondiale et de conditions météorologiques défavorables, qui ont affecté la production agricole dans certaines régions. «*Même si les difficultés économiques rencontrées au cours des deux années écoulées semblent avoir affecté la thématique de "l'essor de l'Afrique", nous restons convaincus que ce continent reste solide, et les économies moins dépendantes des ressources enregistrent une*

*croissance élevée pendant une période beaucoup plus longue*», déclare Abebe Shimeles, directeur général du département de politique macroéconomique, de prévisions et de recherche au sein de la BAD. «*Avec ses secteurs privés dynamiques, son esprit d'entreprise et ses ressources abondantes, l'Afrique a le potentiel pour connaître une croissance encore plus rapide et plus incluyente*», a-t-il ajouté. La croissance de l'Afrique dépend de plus en plus de sources nationales, comme le montre la consommation combinée du secteur privé et du gouvernement qui

a représenté 60% de la croissance en 2016, selon la banque. Cette croissance coïncide également avec la progression du développement humain. Dix-huit pays d'Afrique ont atteint des niveaux de développement humain intermédiaire à élevé en 2015. Les investissements directs étrangers (IDE) sur ce continent devraient atteindre 57 milliards de dollars en 2017, soit une légère hausse par rapport au niveau de 56,5 milliards de dollars enregistré en 2016. Cette augmentation est principalement attribuable aux marchés émergents et à l'urbanisation rapide du continent

Les IDE se sont diversifiés et ne concernent plus seulement les ressources naturelles mais aussi la construction, les services financiers, l'industrie manufacturière, les transports, l'électricité et les technologies de l'information et de la communication. La banque a observé que les progrès restaient inégaux. «*Malgré une décennie de progrès, 54% de la population de 46 pays africains restent piégés dans une pauvreté qui touche de nombreux domaines, y compris la santé, l'éducation et les conditions de vie*», indique la banque.

F. T.

Entre la zone euro et le FMI

## «Pas d'accord» sur la dette grecque

**L**a zone euro et le Fonds monétaire international (FMI) ne sont pas parvenus à s'entendre lundi soir sur des mesures d'allègement de la dette grecque, qui auraient permis de débloquer une nouvelle tranche de prêts à Athènes. «*Nous sommes très proches de cet accord, mais ce soir nous n'avons pas été capables de combler l'écart entre ce qui pourrait être fait et ce que certains d'entre nous attendaient*», a déclaré le président de

l'Eurogroupe, le Néerlandais Jeroen Dijsselbloem, renvoyant les négociations au mois de juin. L'Eurogroupe réunit les ministres des Finances des 19 pays ayant adopté la monnaie unique. Les discussions entre les ministres de la zone euro et le FMI, impliqués dans le troisième plan d'aide de 86 milliards d'euros accordé à Athènes en juillet 2015, ont duré plus de huit heures - sans succès. Voilà des mois que le plan d'aide patine, les créanciers ne parvenant pas à s'entendre

sur la capacité du pays à faire face à son énorme dette publique (179% du PIB). Très préoccupé, le FMI refuse de mettre la main à la poche dans le cadre du plan de sauvetage si des mesures facilitant ce remboursement ne sont pas accordées par les Européens. Une éventualité que l'Allemagne, à quelques mois d'élections législatives cruciales, a jusqu'à présent balayée d'un revers de main... Tout en considérant dans le même temps le FMI comme

indispensable à la poursuite du programme. «*Nous avons abordé la question avec un degré de détail absolument sans précédent*», a affirmé lundi soir le commissaire européen aux Affaires économiques Pierre Moscovici. «*Nous allons maintenant travailler pour conclure un bon accord lors de notre prochaine réunion, le 15 juin au Luxembourg*», a promis M. Moscovici. Le temps presse pour Athènes, qui doit rembourser en juillet sept milliards d'euros d'anciennes

créances. Or, sans accord sur la dette, pas de nouvelle tranche d'aide. Pour contenter ses créanciers, le gouvernement de gauche d'Alexis Tsipras s'était pourtant résolu à soumettre à son Parlement de nouvelles mesures d'austérité, adoptées dans la douleur le 18 mai dernier, malgré des grèves et des manifestations. Soit, au total, 4,9 milliards d'euros d'économies, via de nouvelles coupes dans les retraites et des hausses d'impôts.

Halim N.

Batna

# Réception en octobre du premier lot du périmètre irrigué de Chemora

■ La réception de la seconde tranche d'une superficie de 5 500 hectares du premier lot du périmètre irrigué de la région de Chemora, dans la wilaya de Batna, aura lieu en octobre prochain, a-t-on appris lundi au cours d'une journée étude organisée au centre culturel de cette commune.

Par Safy T.

Le premier lot du périmètre de Chemora d'une superficie de 7 200 hectares (la première tranche s'étend sur 1 700 hectares et la seconde sur 5 500 hectares) sera entièrement exploité au début de la prochaine saison agricole, selon les intervenants à la rencontre à laquelle ont assisté Amor Boukaroura, directeur de l'irrigation agricole au ministère des Ressources en eau et Taha Derbal, directeur général de l'office national de l'irrigation et du drainage (ONID).

Les organisateurs de cette rencontre, qui a abordé la manière d'utiliser le premier lot réceptionné du périmètre irrigué de Chemora ont adressé un appel aux agriculteurs de la région pour se préparer à se présenter aux services de l'Office national de l'irrigation et du drainage qui a abordé la manière d'utiliser le premier lot réceptionné du périmètre irrigué de Chemora ont adressé un appel aux agriculteurs de la région pour se préparer à se présenter aux services de l'Office national de l'irrigation et du drainage (ONID).



lot du périmètre irrigué de Chemora réceptionné a été pourvu en eau et qu'il ne reste plus aux agriculteurs qu'à se rapprocher de l'ONID pour bénéficier de cette opération, indi-

quant que l'office ouvrira prochainement un bureau dans cette commune en vue d'être au plus près des fellahs.

De son côté, le directeur des services agricoles (DSA), Kamel

Eddine Bensaghir a indiqué à l'APS, que jusqu'à présent, 17 groupes agricoles englobant environ 8 agriculteurs chacun en sus de 20 agriculteurs qui travaillent individuellement sont recensés au niveau du premier lot du périmètre irrigué de Chemora, assurant qu'une opération de sensibilisation agricole est menée de façon continue pour que l'opération soit une réelle réussite.

Concernant le second lot du périmètre irrigué de Chemora d'une superficie de 9 000 hectares, cette même source a précisé que l'étude est achevée, soulignant que l'ONID a formulé une demande aux services compétents pour procéder à son inscription. A noter que les périmètres agricoles programmés dans la wilaya de Batna, qui seront irrigués par les eaux transférées du barrage de Beni Haroun, s'élèvent au total à 24 000 hectares dont 16 000 hectares dans la plaine de Chemora, 6 000 hectares sur l'axe Batna-Ain Touta et 2 000 hectares dans la commune de Ouled Fade.

S. T./APS

Sûreté de wilaya de Tiaret

## Inauguration de trois infrastructures

Trois infrastructures relevant de la sûreté de wilaya de Tiaret ont été inaugurées lundi en marge des 70<sup>e</sup> journées nationales d'information sur les missions de la sûreté nationale.

Le directeur de la santé, de l'action sociale et des sports à la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), le contrôleur de police, Aboubekr Bouahmed, a présidé à la place du Directeur général de la sûreté nationale, le

général major Abdelghani Hamel, l'inauguration de ces structures à Frenda, Oued Lily et au chef-lieu de wilaya.

Il s'agit d'un cêlibatorium de 60 lits à proximité de la sûreté de daïra de Frenda baptisé au nom du chahid du devoir, le brigadier de police Daoud Rebahi, et d'un centre médico-social des services de la sûreté baptisé au nom du chahid du devoir Morsli Aïssat. Ce centre, disposant

d'une salle de radiologie et d'équipements médicaux, est encadré par trois généralistes, un chirurgien dentiste, deux psychologues, une assistante sociale et sept infirmiers. Les clés de huit logements d'astreinte ont été remis à des officiers et agents exerçant à la sûreté de daïra de Oued Lily.

Dans une déclaration à la presse, le contrôleur de police Aboubekr Bouahmed a souligné

que la DGSN accorde un grand intérêt à l'amélioration des conditions sociales des agents de la police à travers plusieurs structures réalisées. D'autres projets sont en cours de réalisation dans la wilaya de Tiaret dont le siège de sûreté de daïra à Meghila, de huit logements d'astreinte, du siège de la sûreté de daïra de Rahouia et huit autres logements de fonction.

Siham B.

Biskra

## La Société de distribution d'électricité disposée à indemniser les agriculteurs

Le président directeur général de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz, Mourad Adjal a affirmé lundi à Biskra que sa société était disposée à indemniser les agriculteurs et opérateurs dont les installations ont été endommagées par les perturbations dans la distribution de l'électricité.

Présidant les travaux d'une journée d'étude et de sensibilisation des agriculteurs et opérateurs économiques tenue à l'université Mohamed Khider, le même responsable a assuré que ses services étaient disposés à dédommager les agriculteurs et opérateurs pour les préjudices subis par leurs équipements et installations à cause des dysfonctionnements du réseau électrique. Les agriculteurs, a-t-il ajouté, dont les équipements de pompage des eaux souterraines à usage d'irrigation agricole ont été endommagés peuvent se présenter au bureau ouvert à cet

effet au niveau de l'administration de distribution pour déposer leurs dossiers de demandes d'indemnisation à condition que la panne soit due au réseau d'électricité. Concernant la faiblesse de la tension du courant électrique signalée dans certaines

régions de la wilaya de Biskra, le même responsable a indiqué que ses services sont prêts à dépêcher des équipes techniques vers les zones concernées pour étudier la situation et trouver les solutions adéquates dans les proches délais. Le

P-DG de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz a appelé à rationaliser la consommation de l'énergie électrique et à éviter la mise en marche des équipements pendant les périodes de pic allant de 17h00 à 21h00.

Ali T.

Guelma

## Recensement des sites pour l'élaboration d'une carte archéologique

Une opération de recensement de sites pour l'établissement d'une carte archéologique de la wilaya de Guelma a été lancée dans le cadre d'un projet national chapeauté par le ministère de la Culture, a-t-on appris lundi du directeur local de la culture. Une équipe constituée d'experts du Centre national de recherches archéologiques (CNRA) d'Alger a entamé, depuis quelques jours, cette opération d'évaluation et de recensement

ciblant plusieurs sites archéologiques remontant à plusieurs époques historiques, a indiqué Samir Thaâlibi. Cette carte servira de guide pour les sites archéologiques de l'antique Calama a ajouté le même responsable, précisant que la wilaya de Guelma compte 14 sites archéologiques classés, aux côtés des 165 sites récemment découverts. Le travail de cette équipe, devant se poursuivre jusqu'à la fin du mois d'octobre, a-t-il dit à

ce propos, est soutenu par des moyens matériels modernes qui permettent de découvrir de nouveaux sites archéologiques. Les experts ont entamé leur mission depuis les sites archéologiques de Roknia, Sellaoua Announa, Ras El Ma, Ain El Kharouba, Bouchehouf, Oued Zenati et Hammam Debagh, a affirmé M. Thaâlibi, ajoutant que la prochaine étape concernera d'autres localités renfermant des vestiges. Une initiative locale pour établir

## Oranie : Bilan 2016 66 affaires liées à la fuite de capitaux, de devises et de matières aurifères

LES SERVICES de la direction régionale des Douanes d'Oran ont enregistré 66 affaires liées à la fuite de capitaux, de devises et matières aurifères en 2016, a-t-on appris dimanche de Fawzi Mohamed Belkheir, formateur permanent à l'Ecole nationale des Douanes d'Oran et enseignant à la faculté des sciences commerciales et économiques de l'université de la capitale de l'Ouest algérien. Animant une conférence sur «le mouvement des capitaux de et vers l'étranger», organisée par la direction du commerce en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie, M. Belkheir a indiqué que ces affaires ont été passibles d'amendes estimées à 7,95 milliards DA. Il a souligné, à ce titre, une baisse du nombre d'affaires par rapport à 2015, année où il a été enregistré 104 affaires qui se sont soldées par des amendes de plus de 20 milliards DA et ce, suite au resserrement de l'état sur les contrebandiers par les services des Douanes. Abordant la problématique de change en Algérie, imputée à plusieurs raisons sociales et économiques, le conférencier a estimé qu'elle est due à la «prolifération du phénomène du marché noir de devises en Algérie les 30 dernières années, en raison de la hausse régulière des dépenses publiques, la dévaluation du dinar, le manque de bureaux de change et la forte demande sur les devises.» «Le crime relatif au change est économique, et auquel il faut trouver des solutions économiques et non pas juridiques comme c'est le cas actuellement», (solutions souvent «infructueuses», a-t-il relevé. Dans le même ordre d'idées, M. Belkheir a souligné que la disponibilité de bureaux de change n'est pas une solution, vu qu'il existe aujourd'hui 46 de ces bureaux agréés au niveau national et dont un «nombre réduit ne dépassant pas quatre fonctionnent bien.» Pour le conférencier, la solution réside dans «la relance de l'économie et sa diversification». M. Belkheir a fait remarquer, par ailleurs, que le monopole de l'Etat sur les devises par la Banque centrale, contraignant les citoyens de trouver une alternative dans le marché parallèle, «a pour finalité de préserver la souveraineté de l'Etat», soulignant qu'ouvrir un marché de devises en Algérie «rend difficile leur maîtrise et que l'Etat doit veiller sur la rationalisation des dépenses et la mise en place de normes et de critères.» O. N.



## Libye

# Le HCR intensifie son assistance humanitaire

■ L'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé, lundi, le renforcement de sa présence et de ses programmes en Libye pour répondre à la détérioration de la crise humanitaire qui résulte du conflit, de l'insécurité, de l'instabilité politique et de l'effondrement de l'économie dans ce pays d'Afrique du Nord, selon un communiqué publié lundi par l'ONU sur son site.

Par Mondji T.

Dans un contexte de complexité croissante des mouvements de réfugiés et de migrants en Libye et à partir de la Libye, le chef du HCR, Filippo Grandi, s'est rendu à Tripoli dimanche 21 mai. Au cours de sa visite, il a rencontré des réfugiés et des migrants dans quelques-uns des nombreux centres de détention libyens.

«J'ai été choqué de découvrir les conditions difficiles dans lesquelles vivent les réfugiés et les migrants, dues généralement au manque de ressources», a expliqué M. Grandi.

«Ces enfants, ces femmes et ces hommes qui ont déjà tant souffert ne devraient pas devoir subir des conditions de vie si difficiles», a-t-il ajouté.

Quelque 300 000 Libyens ont été déplacés par le conflit qui se poursuit. Au total, plus de 1,3 million de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire d'urgence.

Des centaines de milliers de personnes en Libye ont été affectées par l'effondrement de l'Etat de droit, l'absence ou l'insuffisance de soins de santé, de médicaments essentiels, de nourriture, d'eau potable salubre, d'abris et d'éducation.

Pour répondre à cette situation, le HCR renforce ses opérations humanitaires déjà en place dans le pays ainsi que sa coopération avec l'OIM (Organisation internationale pour les migrations) afin de mobiliser les points forts respectifs des deux organisations.

«Nous ne devons en aucun cas sous-estimer les défis que pose l'action dans un environnement instable et incertain comme celui qui prévaut actuellement en Libye», a souligné le Haut-Commissaire pour les réfugiés.

Outre les nouveaux locaux et centres de développement communautaires pour les réfugiés et demandeurs d'asile, le HCR renforce également sa présence sur les lieux de débarquement des personnes qui ont été secourues ou interceptées en mer, et ce, en étroite coopération avec l'OIM et d'autres partenaires.

M. T./APS



Ph. : DR

## Prétendue agression d'un diplomate marocain

### L'ONU évoque une perturbation qui n'a pas nécessité l'intervention de la sécurité

Le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric, a apporté des précisions concernant l'incident survenu lors d'une réunion de l'ONU sur la décolonisation à Kingstown, affirmant qu'il s'agissait d'une perturbation du débat qui n'a pas nécessité l'intervention de la sécurité. «Nous sommes conscients qu'il y a eu une perturbation à cette réunion du Comité des 24. Nous espérons que les personnes concernées puissent résoudre les problèmes survenus et nous souhaitons certainement que les prochaines réunions du Comité des 24 se déroulent pacifiquement», a déclaré le porte-parole de Guterres au cours d'un point de presse. M. Dujarric répondait à une question sur la prétendue agression d'un diplomate marocain par un responsable algérien de haut rang, rapportée par l'AFP. Il a évoqué «une courte altercation» survenue au cours de cette rencontre qu'il a qualifiée de «perturbation» n'ayant pas nécessité l'intervention des agents de sécurité, démentant implicitement la version avancée par le Maroc. «Les réunions sont sécurisées. Apparemment, il s'agit d'un incident qui a été résolu assez

rapidement. L'incident n'a pas impliqué l'intervention de la sécurité», a-t-il répondu à un journaliste qui lui a demandé si l'ONU assurait la sécurité des diplomates lors des réunions, avant d'ajouter : «Ce n'était pas une longue altercation ou quelque chose de ce genre. C'était une perturbation parmi des gens, ce qui semble avoir été résolu depuis». «L'incident a été résolu, et nous souhaitons que toutes les réunions futures soient menées avec le decorum approprié», a-t-il dit. Les précisions apportées par l'ONU ne font référence ni à un accrochage ayant conduit à des blessures ni à une intervention des services de l'ordre, tels que faussement rapportés par les autorités marocaines. Vendredi, l'Algérie avait qualifié les accusations marocaines de «piètre mise en scène d'une médiocre pièce de théâtre» en affirmant que les informations avancées par le Maroc sont «inventées, infondées, mensongères et sans aucun lien avec la réalité». La réunion du Comité spécial de la décolonisation de l'ONU, dit Comité des 24, qui s'est déroulé du 16 au 18 mai à Kingstown (Saint-Vincent et les Grenadines), a été par contre

marqué par un grave incident où des membres de la délégation marocaine ont tenté d'agresser une jeune diplomate algérienne ce qui a amené les autorités du pays organisateur de cette rencontre à désigner des agents pour assurer sa sécurité, a précisé le ministère des Affaires étrangères. La délégation marocaine s'est déjà distinguée par le passé d'une manière scandaleuse lors des réunions de l'ONU sur le Sahara occidental en recourant à l'invective contre toutes les délégations qui refusaient de s'aligner aux thèses annexionnistes du Maroc. En 2016, le président de la séance du Comité des 24 a dû recourir à la brigade spéciale de sécurité pour faire face au déchaînement du représentant du Maroc auprès de l'ONU, Omar Hillaal, qui voulait empêcher le représentant du Front Polisario, Ahmed Boukhari, de prendre la parole. L'intervention de M. Boukhari a été fortement chahutée par un tumulte provoqué par le délégué du Maroc qui a enfreint les règles de la diplomatie, selon les membres de ce Comité.

M.T.

## Processus politique en Libye

### Messahel relève une convergence de vues entre l'Algérie et l'UE

Le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine (UA) et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, a relevé, lundi à Bruxelles, une convergence de vues entre l'Algérie et l'Union européenne (UE) sur le processus politique en cours en Libye. «M<sup>me</sup> Mogherini s'est félicitée de cette réunion (des pays voisins de la Libye tenue à Alger) et des résultats qui ont sanctionné les travaux. Ces résultats ont fait le consensus, surtout sur les principaux fondamentaux qui se dégagent de la déclaration finale», a-t-il déclaré à la presse à l'issue de sa rencontre avec la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini. Selon le ministre, les principaux fonda-

mentaux de la déclaration finale de la réunion des pays voisins de la Libye, tenue à Alger le 8 mai dernier, «correspondent à la vision de l'UE». Il s'agit de «l'intégrité territoriale de la Libye, le dialogue politique et le non recours à la force», a-t-il précisé, soulignant que «tous ces éléments fondateurs d'une solution, nous les partageons».

Les pays voisins de la Libye ont réaffirmé, à l'issue de leur 11<sup>e</sup> réunion ministérielle, tenue à Alger, leur engagement en faveur d'une solution durable à la crise libyenne, laquelle «ne peut se réaliser sans la voie politique et le dialogue».

A l'issue de cette réunion ministérielle, les cinq pays voisins ont souligné qu'une issue

salutaire et durable à la crise qui secoue ce pays (...) ne peut être trouvée qu'à travers la solution politique que les Libyens ont souverainement choisie en signant l'accord du 17 décembre 2015». Les ministres des pays voisins de la Libye ont souligné également la nécessité de «préserver l'unité, l'intégrité territoriale, la souveraineté et la cohésion sociale de la Libye», et exprimé leur «rejet de toute interférence étrangère dans les affaires de la Libye et de toute option militaire». Dans le même sillage, les ministres ont réaffirmé que la lutte contre le terrorisme dans ce pays «doit être menée à la demande du Conseil présidentiel du Gouvernement d'entente nationale et en coordination avec

ce dernier dans le cadre de la légalité internationale». Ils ont également lancé un appel pour «la levée du gel des avoirs libyens dans les banques étrangères pour ces fonds, propriété du peuple libyen, soient mobilisés pour répondre aux besoins nationaux, au moment où le Conseil présidentiel jugera opportun». L'UE devait réunir, hier à Bruxelles, les émissaires des Nations unies, de l'Union africaine (UA) et le secrétaire général de la Ligue des Etats arabes sur la Libye pour «faire progresser le processus politique» en vue de parvenir à une solution à la crise qui secoue le pays depuis 2011.

Selon les services de Mogherini, la réunion du quartet

visé à «soutenir la médiation de l'ONU et l'effort régional», ainsi qu'à «renforcer la coordination» entre tous les acteurs pour «faire progresser le processus politique en Libye». Cette réunion se tient «dans l'esprit d'accompagner les efforts des Libyens dans le cadre du dialogue interne entre Libyens, une approche que l'Algérie a toujours défendue», a affirmé le ministre. M. Messahel a effectué, début mai, une tournée dans le sud de la Libye, après celles effectuées en avril à l'est et à l'ouest de ce pays, dans le cadre des efforts visant à rapprocher les vues entre les Libyens afin de parvenir à une solution politique à la crise qui déchire la Libye.

R. M.



## Venezuela

# Huitième semaine de manifestations, 51 morts

■ *Dénonçant la faim et la répression, les opposants au président vénézuélien Nicolas Maduro manifestaient lundi à Caracas pour la huitième semaine consécutive afin d'exiger son départ, malgré le climat de violences qui a déjà fait 51 morts.*

Par Rosa F.

Le parquet a annoncé la mort lundi d'un jeune homme de 19 ans, tué par balles lors d'une manifestation dans l'État de Barinas (ouest), puis de deux autres plus tard dans la journée au même endroit, sans donner de précisions sur les circonstances des décès. Le bilan se porte désormais à 51 morts depuis le début de cette vague de protestations le 1<sup>er</sup> avril, qui a aussi fait près d'un millier de blessés.

A Caracas, un déluge de gaz lacrymogènes lancés par les forces de l'ordre a bloqué les manifestants – environ 20 000 selon les estimations de l'AFP –, qui tentaient, avec des membres de la Fédération médicale vénézuélienne (FMV), de rejoindre le ministère de la Santé pour y dénoncer la situation «catastrophique» des hôpitaux.

Manifeste, «c'est la seule possibilité que nous ayons. Si j'ai peur ? Cela fait plus peur de continuer à vivre dans ce pays gangrené par la crise économique et une forte criminalité», confiait à l'AFP Raul, médecin généraliste de 64 ans.

«Vous êtes allés dans un supermarché ? Il n'y a pas de lait, il n'y a rien. C'est honteux», ajou-

tait-il.

Malgré les violences, les adversaires du chef de l'État socialiste se mobilisent sans relâche, exaspérés par l'effondrement de leur pays. Autrefois le plus riche de la région grâce à ses immenses réserves pétrolières, le Venezuela n'est plus que l'ombre de lui-même, ruiné par l'effondrement des cours du brut qui se traduit par une grave pénurie d'aliments et de médicaments.

«La santé, c'est un désastre. Nous sommes dans la pire situation de ces 30 dernières années. Cela fait toujours peur de venir (manifeste). Mais nous continuerons de le faire jusqu'à ce qu'il y ait un changement», a témoigné Fernando Gudayol, chirurgien de 50 ans.

Lundi, le centre financier de Caracas était inondé de pancartes avec comme slogans «Plus de faim, d'insécurité ni de répression» ou «Nous verrons bien qui se fatigue en premier», allusion au bras de fer avec le gouvernement.

Comme à chaque manifestation anti-Maduro, un défilé de partisans chavistes (du nom du défunt ex-président Hugo Chavez, 1999-2013) était parallèlement organisé face au palais présidentiel de Miraflores, où doit les accueillir Nicolas Maduro, qui

appelle à une Marche pour la paix hier. «Quelle pénurie de médicaments ?», dénonçait l'un d'eux, Rangel Vegas, étudiant en médecine de 31 ans. «Nous sommes dans les rues, dans les centres de santé en train de répondre aux besoins des communautés», a-t-il affirmé à l'AFP.

Pour l'opposition, il est crucial de maintenir la pression dans les rues, malgré la fatigue de 52 jours de mobilisation.

«Elle peut perdre son élan. C'est difficile de garder le rythme de cette vague de protestations. Les gens doivent travailler, étudier, manger et vivre leur vie. (L'opposition) doit élaborer une stratégie afin de tirer partie de ce mouvement», explique à l'AFP David Smilde, analyste au Bureau de Washington sur l'Amérique latine (Wola). Car

même si sept Vénézuéliens sur dix rejettent la gestion de Nicolas Maduro, ce dernier bénéficie du précieux soutien de l'armée, accusée par l'opposition de mener une «répression sauvage». L'ONG Foro Penal recense 2 260 personnes interpellées et au moins 161 incarcérées sur ordre des tribunaux militaires. Tenant le gouvernement socialiste pour responsable du naufrage économique du Venezuela, plus de 200 000 personnes ont manifesté samedi, à Caracas et à San



Cristobal (ouest), pour exiger des élections anticipées.

Le chef de l'État a accusé ses adversaires d'être à l'origine d'une agression sauvage samedi contre l'un de ses partisans, Orlando Figuera, 21 ans, frappé, poignardé et grièvement brûlé en marge d'une mobilisation d'opposants, selon lui. Une enquête a été ouverte.

Pour Nicolas Maduro, dont le mandat s'achève fin 2018, c'est Washington qui orchestre ces manifestations pour fomenter un coup d'État. «Donald Trump a les mains infectées et plongées à

fond dans cette conspiration, qui a pour objectif de prendre le contrôle politique du Venezuela», a-t-il affirmé dimanche, appelant une nouvelle fois l'opposition à «une table de dialogue pour la paix».

Cette option est jusque-là fermement rejetée par les anti-Maduro qui exigent d'abord un calendrier électoral et l'abandon du projet de réformer la Constitution, une manœuvre selon eux pour éviter tout scrutin. Une précédente tentative de dialogue, fin 2016, avait échoué.

## Afghanistan

## Dix soldats tués dans l'assaut d'une base par des insurgés

■ Au moins dix soldats afghans ont été tués lors d'une attaque menée par des insurgés contre une base militaire de la province de Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan, a indiqué hier le ministère de la Défense.

L'attaque est survenue dans le district de Shah Wali Kot tard lundi, au lendemain de la mort de 20 policiers dans un assaut des talibans contre leurs positions dans la province voisine de Zaboul.

Aucun groupe n'a revendiqué l'assaut de Kandahar pour le moment, mais il intervient alors que les talibans, en pleine résurgence 15 ans après avoir été chassés du pouvoir par les États-Unis, ont lancé leur offensive de printemps.

«La nuit dernière, les ennemis de l'Afghanistan ont attaqué le camp Achakzai abritant le corps d'armée 205», a indiqué le ministère dans un communiqué. «Dix courageux soldats ont été tués et neuf blessés», a-t-il ajouté, précisant que les blessés étaient hospitalisés dans un état stable.

Cette nouvelle attaque est un coup dur pour les forces afghanes soutenues par l'Occident, souvent mal enca-

drées et équipées, minées par les désertions et la corruption, qui subissent des pertes records.

Elle intervient un mois après que les talibans ont tué au moins 135 membres de forces de sécurité dans la province de Balkh (nord), la plus meurtrière attaque insurgée contre une base militaire afghane depuis 2001. Dimanche, lorsque des talibans ont lancé une attaque coordonnée contre six postes avancés à Zaboul, les policiers assaillis ont appelé des journalistes pour les prévenir de l'attaque faute de pouvoir joindre leurs responsables, ont rapporté les médias afghans. En février, seulement 60% des 407 districts étaient considérés comme contrôlés par les forces gouvernementales afghanes, à la peine face aux talibans, selon le Sigar, organisme du Congrès américain chargé de vérifier l'action des États-Unis en Afghanistan.

Kaboul, la capitale fortifiée, est régulièrement frappée. Samedi soir, des assaillants armés s'en sont pris aux locaux d'une ONG suédoise, tuant une ressortissante allemande et un garde afghan, et enlevant une Finlandaise. La police a indiqué privilégier la piste «terroriste», laissant

entendre que les talibans pourraient être impliqués, mais l'opération n'a pas été revendiquée.

Les talibans ont lancé fin avril leur traditionnelle offensive de printemps, menaçant de s'en prendre «principalement» aux «forces étrangères, leurs infrastructures militaires et de renseignement (et à) leurs mercenaires locaux».

Le regain des combats intervient alors que les États-Unis tentent de mettre au point leur stratégie pour l'Afghanistan.

Le chef du Pentagone Jim Mattis a récemment dit s'attendre à «une nouvelle année difficile» pour les troupes afghanes comme étrangères dans le pays.

Le président américain réfléchit à l'envoi de milliers de troupes supplémentaires pour sortir de l'impasse contre les insurgés.

Les États-Unis, qui sont engagés en Afghanistan dans le plus long conflit de leur histoire, comptent 8 400 hommes stationnés dans le pays aux côtés de 5 000 hommes envoyés par des alliés de l'Otan, dont la mission principale est de former et conseiller les troupes afghanes.



## Points chauds

### Limitation

Par Fouzia Mahmoudi

■ Il y a plusieurs années déjà que de nombreux responsables politiques britanniques avaient mis en avant l'impossibilité d'empêcher des attentats commis par des terroristes prêts à donner leur vie pour faire le plus de dégâts possibles. Et si la Grande-Bretagne a déjà été frappée il y a quelques semaines par plusieurs «petits» attentats, aujourd'hui les Britanniques se sont levés en apprenant qu'un «massacre» perpétré à Manchester par un kamikaze muni d'une bombe lors d'un concert avait fait plus de 22 morts et des dizaines de blessés. Un massacre dont une importante partie des victimes est composée d'enfants venus assister à un spectacle donné par la chanteuse américaine Ariana Grande. Et comme l'on s'en doutait, le président Trump a rapidement souhaité s'exprimer sur le sujet, alors même qu'il était en visite officielle au Proche-Orient. En visite à Bethléem, Donald Trump a tenu d'abord à exprimer ses «sincères condoléances» aux victimes et à leurs familles. «Tellement de jeunes gens magnifiques, vivant et aimant la vie, assassinés par des losers maléfiques. Je ne les appellerai pas des monstres car ils aimeraient trop ce mot», a déclaré Trump en présence du président palestinien Mahmoud Abbas avec lequel il s'est entretenu dans la matinée. «Nos sociétés ne peuvent tolérer que ces massacres se poursuivent», a-t-il dit, soulignant que l'attaque de Manchester avait essentiellement frappé «des enfants innocents». «Les terroristes et les extrémistes, ainsi que ceux qui les soutiennent, doivent être éliminés pour toujours de nos sociétés. Cette idéologie maléfique doit être anéantie», a martelé le dirigeant américain. Reste à savoir désormais s'il utilisera cet attentat pour renforcer son discours anti-migrants, qu'il a dû calmer il y a quelques mois après que plusieurs juges aient rendu illégaux ses décrets limitant l'entrée aux États-Unis de citoyens de certains pays. Cela sera certainement le cas si le kamikaze s'avère être un migrant. Cela renforcera également les défenseurs du Brexit qui avaient bâti leur campagne sur la limitation d'entrée sur le territoire britannique de demandeurs d'asile. F. M.





## Festival culturel européen

# «Petit boulot pour vieux clown» séduit les Algérois

■ Le Festival culturel européen se poursuit à Alger jusqu'à ce soir, offrant au public le plaisir de découvrir la culture de l'autre rive de la Méditerranée. A l'instar des soirées musicales et expositions de photos, les Algérois ont assisté lundi soir à la présentation de la pièce «Petit boulot pour vieux clown», écrite par le dramaturge franco-roumain Matéi Visniec. Un public nombreux de toutes les tranches d'âge a assisté à cette représentation théâtrale à la salle Ibn Zeydoun.

Par Par Abia Selles

La pièce «Petit boulot pour vieux clown», écrite par le dramaturge franco-roumain Matéi Visniec, a été présentée lundi à Alger dans le cadre du 18<sup>e</sup> Festival culturel européen en Algérie. Représentant la Roumanie à ce festival ouvert le 10 mai dernier, le spectacle mis en scène par Paul Chiributa, relate l'histoire de trois vieux clowns qui se rencontrent lors d'un entretien d'embauche.

Déroulé sur 90 mn à la salle Ibn Zeydoun devant un public peu nombreux, le spectacle n'a rien de clown comme le laisse supposer son titre mais, bien au contraire, repose sur un texte corsé écrit par ce dramaturge (Matéi Visniec), exilé depuis 30 ans en France en tant que réfugié politique. Le spectacle est une critique sur l'art du cirque, métier déconsidéré et livré à l'amateurisme.

Sur scène, les trois comédiens, dont une femme, se



retrouvent dans une agence d'emploi où ils ont ravivé les mémoires collectives, passant en revue leur carrière de comédiens de théâtre de cirque. Réunis à nouveau, ces vieux copains qui faisaient partie d'une même troupe, évoquent leur passé et les incertitudes de l'avenir, plombé par la vieillesse et le

déclin de leur métier fétiche : l'art du cirque.

Les personnages évoluent dans un espace scénique «clos» et obscur, illustrant ainsi la peur et les incertitudes de ces artistes qui luttent pour survivre et sauver ce qui reste encore de l'art du cirque. Les dialogues servis en roumain sont menés de manière

à créer une confrontation dialectique, appuyée par une bande son (électro) très violente pour matérialiser les changements brusques proposés par le metteur en scène.

Né en Roumanie, Matéi Visniec vit depuis 1987 en France où il s'est réfugié après avoir fui son pays, alors sous le

régime du dictateur Nicolae Ceausescu.

Poète et dramaturge, il a écrit une trentaine de pièces de théâtre jouées notamment en France, Italie, Suède et aux Etats-Unis. Il a écrit également des romans, notamment «Monsieur K. libéré» (2013) et «Le marchand de dernières phrases», sa dernière fiction écrite en roumain et traduite vers le français par Laure Hinckel.

Depuis 1990, il travaille pour Radio France Internationale (RFI) comme journaliste.

Des projections de films, spectacles de théâtre et de musique, ateliers d'écriture et de design et bien d'autres animations sont au programme du 18<sup>e</sup> Festival culturel européen en Algérie qui sera clôturé ce soir à Alger et Béjaïa.

Une vingtaine de pays membres de l'Union européenne (UE) dont l'Allemagne, le Portugal, la Croatie, l'Espagne et l'Italie, participent à ce rendez-vous annuel organisé depuis 2000 par la délégation de l'UE en Algérie.

A. S.

## Musique

## Le chanteur Houari Saber honoré à Oran

Houari Saber, l'un des voix prometteuses de la chanson oranaise, a été honoré par l'Assemblée populaire de wilaya (APW) d'Oran, en association avec plusieurs autres institutions, lors d'une cérémonie organisée dimanche soir au théâtre régional «Abdelkader-Alloula» d'Oran. Ce jeune chanteur a été découvert dans l'émission «Alhane wa Chabab» et a honoré l'Algérie dans plusieurs pays arabes, dont le Liban, la Syrie, l'Egypte et le Maroc, où il a reçu de nombreuses distinctions. Il a, notamment, représenté l'Algérie au Liban, au programme «Superstars arabes» en 2004 et 2005 où il s'était distingué, a rappelé à l'APS Miloud Messabih, membre de la commission culturelle de l'APW et chargé des affaires sociales

et de la jeunesse. L'élu a ajouté que cette initiative est également un encouragement à cet artiste pour qu'il puisse poursuivre son parcours artistique et aller de l'avant. Visiblement ému, Houari Saber, dans une déclaration à l'APS, s'est dit surpris, ravi et honoré de cet hommage qui constitue pour lui un réel encouragement. «Cet hommage me pousse à redoubler d'efforts pour mes projets artistiques à venir et pour la promotion de la chanson algérienne, en général, et la chanson oranaise en particulier», a-t-il ajouté. Houari Saber a, à son actif, plusieurs albums dont les deux derniers «L'Algérie, ô mon pays» (Djazair ya bladi) et «Secret de ma vie» dans lesquels, outre ses chansons, il reprend quelques titres célèbres de Driassa

et de Benzerga avec de nouveaux arrangements. Il collabore également avec le célèbre chef d'orchestre et violoniste Kouider Berkane dans plusieurs de ses chansons, ainsi que dans un nouvel album en préparation. A la fin de la cérémonie, Houari Saber a enchanté le public oranais présent avec plusieurs extraits de ses chansons. Outre la commission culturelle de l'APW, les directions de la culture, de la jeunesse et des sports, du tourisme, des affaires sociales, de l'Office national des droits d'auteur (Onda), le TRO ainsi que plusieurs autres organisations et associations à caractère culturel ont été associés à l'organisation de cet hommage.

F. H.

## Festival de Cannes

## Appel de cinéastes européens confrontés aux géants d'Internet

Les plus grands cinéastes européens dont Michael Haneke (Autriche), Wim Wenders (Allemagne), les frères Dardenne (Belgique), Stephen Frears (Grande-Bretagne), Matteo Garrone (Italie) et Costa-Gavras (France) ont signé, lundi, un appel en faveur du cinéma européen et «d'une politique culturelle ambitieuse» face notamment aux géants d'Internet.

Alors que la sélection en compétition du 70<sup>e</sup> Festival de Cannes de deux films Netflix a déclenché une polémique, les signataires estiment que «plus que jamais, le maintien de la territorialité des droits est une urgence car elle structure et

garantit le haut niveau de financement des œuvres en Europe, en particulier pour les cinématographies les plus fragiles». «Le droit pour les auteurs de pouvoir vivre de leur art doit aussi être consolidé et renforcé, afin qu'ils puissent continuer à créer. L'intégration des géants de l'Internet dans l'économie de la création européenne est déterminante pour l'avenir du cinéma», ajoutent les cinéastes. Ils estiment que «l'Europe doit fixer une ambition et assurer les conditions d'un jeu concurrentiel plus juste et durable entre tous ceux qui diffusent nos œuvres».

«L'enjeu est grand mais le défi est formidable : celui de nous

unir – acteurs politiques, créateurs et citoyens – afin de repenser et reconstruire une politique culturelle exigeante et ambitieuse, adaptée au numérique, à son économie et ses usages, qui valorise les œuvres et mette les créateurs au cœur de son action», ajoutent par ailleurs les cinéastes européens.

Netflix (géant américain de la vidéo en ligne par abonnement), propriétaire exclusif des droits de diffusion des films «The Meyerovitz Stories» de Noah Baumbach et «Okja» de Bong Joon-Ho, en compétition au 70<sup>e</sup> Festival de Cannes, avait signifié son refus de voir ses films distribués après la fin du festival dans

les salles obscures françaises, déclenchant une polémique avec les organisateurs sur l'éventualité d'une Palme d'or visible uniquement sur les réseaux de Netflix.

D'autres cinéastes de renom, à l'image des Français Bertrand Tavernier, Agnès Jaoui et Claude Lelouch ou encore le Roumain Michel Hazanavicius, se sont également associés à cet appel rendu public à Cannes.

Le Festival de Cannes a modifié son règlement : à partir de 2018, tout film en compétition devra s'engager à sortir en salles.

L. B.

### Rendez-vous culturels

#### Opéra d'Alger Boualem-Bessayah 25 mai :

Un spectacle intitulé «Histoires et contes d'Alger» animé par l'Ensemble Féminin de l'Opéra d'Alger

#### Musée public national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie (Alger) Jusqu'au 30 mai :

Exposition de l'artiste calligraphe Salah El Megbed intitulée «Perles en lettres».

#### Salle Ibn Zeydoun Jusqu'au 24 mai :

Festival culturel européen d'Alger

#### Jusqu'au 24 mai :

L'exposition «Swedish Fashion and Design stories» donne un aperçu des tendances de ces 15 dernières années

#### Musée national d'Art moderne et contemporain d'Alger (MAMA) Jusqu'au 13 juillet :

Exposition photographique intitulée l'kbal/Arrivées : «Pour une nouvelle photographie algérienne».

#### Hôtel Sofitel Jusqu'au 31 mai :

Une exposition de photographies dédiée aux styles architecturaux cohabitants dans la ville d'Alger est organisée par le duo de photographes Almuth Bourenane et Chafia Loudjici.



## Coup-franc direct

Des présidents téléguidés !

Par Mahfoud M.

Certains présidents de clubs professionnels ne cessent de dénigrer le nouveau patron de la FAF, Kheïreddine Zetchi, accusé de tous les maux alors qu'il vient juste de s'installer au Palais de Dely Brahim et que son élection ne dépasse pas les deux mois. Pour eux, il n'a pas réussi à redresser la barre alors qu'ils attendaient de lui. A croire que Zetchi était considéré comme un messie ou le prophète Souleïman qui à l'aide de sa bague pouvait régler tous les problèmes. Mais à bien voir les intentions de ces derniers, on comprendra parfaitement qu'ils sont téléguidés et suivent un raisonnement animé surtout par leurs intérêts personnels. Sinon, comment expliquer ce revirement alors que la plupart avaient applaudi son élection et ont tout fait pour tourner la page de Raouraoua ? Un président de club est même allé jusqu'à dire que Zetchi n'aide pas les formations qui jouent la compétition africaine et ne s'enquerraient pas de leur situation. Ont-ils oublié que l'ancien patron de la FAF est allé jusqu'à leur interdire de participer à ce genre de compétition, lui qui avait déclaré qu'aucun club algérien n'était capable de remporter la Ligue des champions, avant que l'ESS ne le contredise et la décroche.

M. M.

## CAN-2019 (préparation) Algérie- Guinée La liste du Syli dévoilée

LE SÉLECTIONNEUR de la Guinée, Kanfory Lappé Bangoura, a publié une liste de 22 joueurs pour les deux rencontres contre respectivement l'Algérie en amical et la Côte d'Ivoire en qualifications de la CAN-2019 prévues en juin prochain, a indiqué la Fédération guinéenne de football ce lundi. La Guinée sera en déplacement en Côte d'Ivoire pour le compte de la première journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique

des nations CAN-2019. Mais bien avant de s'envoler pour Abidjan, le Syli national jouera un match amical à Blida contre l'Algérie le 6 juin à 22h00. La liste des 22 joueurs est marquée par le retour de Kévin Constant qui n'était pas dans les plans de Lappé. Pour l'ancien joueur du Milan AC, c'est un retour en sélection car depuis la CAN 2015 il n'a joué aucun match avec l'équipe guinéenne.

## Portugal Brahimi s'illustre avec Porto

L'INTERNATIONAL ALGÉRIEN, Yacine Brahimi, a été choisi dans l'équipe type du championnat de première division portugaise de football de l'exercice 2016-2017, par le site spécialisé WhoScored. Brahimi a pourtant vécu une première partie de saison très difficile, au cours de

laquelle il a été rarement utilisé par son entraîneur au FC Porto, Nunu Esperito. Mais le milieu offensif de 26 ans est revenu en force au cours de la deuxième tranche de l'exercice, parvenant à récupérer sa place de titulaire dans le onze des «Dragons».



Par Mahfoud M.

Ayant débuté la compétition en force, avec un premier succès à domicile face au Ahly Tripoli de Libye sur le score sans appel de (3/0), l'USMA souhaite continuer sur la même lancée en ajoutant une deuxième victoire, même si cela ne sera pas facile face à

cette formation qui souhaite aussi l'emporter à domicile. Les Rouge et Noir se doivent de profiter de ces premières journées afin de bien négocier la suite de la compétition qui sera plus relevée. Les poulains du Belge Paul Put comptent se donner à fond pour revenir avec le meilleur résultat possible et pour cela ils devront jouer avec détermination et prendre au sérieux leur adversaire. Les Algérois sont conscients de la tâche qui les attend et se doivent d'être vigilants face au Caps United qui exercera certainement une pression terrible sur les bois du gardien international Zemmamouche. Les joueurs restent confiants et affirment qu'ils peuvent réussir un bon score à

Bologhine. C'est ce que dira, d'ailleurs, le jeune Meziane, qui avouera que gagner à Harare reste possible à condition de se concentrer comme il se doit sur leur sujet et ne pas laisser l'adversaire prendre le dessus et avoir l'initiative. Pour ce dernier, il faudra se méfier de cette équipe zimbabwéenne qui avait écarté le TP Mazembé et qui est donc à prendre très au sérieux. Les Usmistes devront se donner à fond s'ils souhaitent rester dans la course à la qualification au dernier carré. Les coéquipiers de Meftah qui a failli faire l'impasse sur ce match, sont conscients en tout cas de ce qui les attend et sont déterminés à l'emporter.

M. M.

## FAF

## Kheïreddine Zetchi annonce des procédures judiciaires contre les auteurs de déclarations diffamatoires

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheïreddine Zetchi, a indiqué lundi qu'il se réservait le droit d'«intenter des procédures judiciaires à l'encontre des auteurs de déclarations diffamatoires qui peuvent porter atteinte à la fédération et aux ligues, voire même mettre en péril la paix sociale», dénonçant ce qu'il a qualifié d'«une campagne de déstabilisation et d'attaques croisées de la part de certains dirigeants de clubs» à l'encontre de sa structure. «Depuis l'avènement du nouveau Bureau fédéral, le 20 mars 2017, soit deux mois seulement de gestion, mais surtout d'observation et d'analyse de la situation actuelle de notre football, j'ai le regret de constater que la nouvelle équipe fédérale n'a cessé de faire l'objet d'une campagne de déstabilisation et d'attaques croisées de la part de certains dirigeants de clubs, et de quelques-uns de leurs relais dans les médias, et surtout de

cercles tapis dans l'ombre, dont le seul et unique objectif est de les faire échouer et de décrédibiliser leur présence même aux yeux de l'opinion et des pouvoirs publics», déplore Zetchi dans un communiqué publié sur le site officiel de la FAF. «A cet effet, la Fédération algérienne de football appelle les responsables du football à faire preuve de retenue et de bon sens au moment d'exprimer leurs points de vue dans les médias et lors des réunions officielles. Elle se réserve néanmoins le droit d'intenter des procédures judiciaires à l'encontre des auteurs de déclarations diffamatoires qui peuvent porter atteinte à la fédération et aux ligues, voire même mettre en péril la paix sociale», poursuit-il. Le président de la FAF, élu le 20 mars dernier, est revenu sur les travaux de l'assemblée générale extraordinaire de la Ligue de football professionnel, tenue mercredi dernier, au cours de laquelle il a été d'ailleurs pointé

du doigt par certains présidents de clubs, estimant que «les scènes désolantes qui ont émaillé les travaux de l'assemblée générale extraordinaire de la Ligue de football professionnelle traduisent, selon lui, cette campagne de déstabilisation». Et de rappeler : «Ni les membres du Bureau fédéral, et encore moins moi-même, ne sommes des prétentieux au point de faire croire à l'opinion que nous sommes capables de régler tous les problèmes du football algérien en deux mois, alors que les maux du football s'accumulent depuis des années. Pour ceux qui l'ont peut-être oublié, l'actuel Bureau fédéral qui n'a que deux mois de gestion, ne peut être comptable et encore moins responsable de toutes les dérives et les agitations qui remontent à la surface. La Fédération apportera les changements nécessaires, à tous les niveaux (ressource humaine, organisationnel, réglementaire, juridique,) en temps opportun.

Comme elle appliquera la réglementation dans toute sa rigueur et sans concession pour la préservation des seuls intérêts du football national», conclut la FAF.

## Le calendrier de la fin de saison sera revu

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheïreddine Zetchi, va se réunir avec les membres de la cellule de réflexion que le dernier bureau fédéral a mis en place afin de mettre un terme à la «polémique et la zizanie entre les supporters» nées de la programmation du championnat de Ligue 1 mobilis ainsi que les demi-finales de la Coupe d'Algérie, annonce lundi le premier responsable du sport roi en Algérie dans un communiqué diffusé sur le site web de la FAF. «Depuis mon retour de Bahreïn, où j'ai pris part à l'Assemblée générale extraordinaire de la Confédération africaine de foot-

ball (CAF) et du 67<sup>e</sup> Congrès de la FIFA, j'ai constaté avec regret que la programmation du championnat de Ligue 1 Mobilis ainsi que les demi-finales de la Coupe d'Algérie faisaient l'objet de polémiques et de troubles, susceptibles de semer la zizanie entre les supporters et au sein de l'opinion publique», déplore Zetchi. «Pour mettre fin à cela, et conformément à la décision du dernier Bureau fédéral, réuni le 30 avril 2017 qui a mis en place une cellule de réflexion sur l'examen de la programmation de la fin du championnat, j'ai décidé de réunir les membres de cette dernière ainsi que les responsables de la Ligue de football professionnel et de la commission de la Coupe d'Algérie pour reprendre en main ce volet, dans le seul souci de terminer la saison dans de meilleures conditions et de préserver la santé des footballeurs, notamment avec le mois du jeûne», ajoute-t-il.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

## Espagne

### Arrestation de deux terroristes marocains à Madrid

LA POLICE espagnole a arrêté, hier, deux Marocains se trouvant dans un processus avancé et dangereux de radicalisation à même de leur permettre de commettre des attentats suicides, a indiqué le ministère espagnol de l'Intérieur. Les deux détenus âgés respectivement de 43 et 22 ans constituaient, poursuit la même source, une cellule terroriste spécialisée dans la propagande terroriste par le biais des réseaux sociaux au profit de l'organisation terroriste autoproclamée Etat islamique (EI/Daech). Les deux Marocains, souligne-t-on de même source, ont visité à plusieurs reprises des sites web contenant des informations sur les matériaux appropriés pour la fabrication d'explosifs afin de les utiliser dans des attentats suicides sur le sol européen comme c'était le cas au Royaume-Uni, en Allemagne, en Belgique et en France. L'un des détenus, ajoute le ministère espagnol de l'Intérieur, recherchait sans relâche dans plus d'une centaine de sites à s'autoformer sur les procédures de fabrications d'engins explosifs et des substances

facilement accessibles, ce qui témoigne de son état avancé dans la radicalisation, précise-t-on. Les enquêteurs ont remarqué que ce détenu avait un cercle très restreint de relations et passait la plupart de son temps enfermé chez lui tout en maintenant un contact permanent avec le second détenu qui «partageait son idéologie radicale et une activité régulière égale sur les réseaux sociaux». Cette opération fait partie des efforts consentis par la police espagnole dans sa lutte contre toutes les formes de terrorisme notamment par le biais d'endoctrinement, de recrutement de terroristes au profit de l'organisation de Daech, de propagande ou de diffusion de contenu terroriste sur les réseaux sociaux, indique-t-on. Depuis le 26 juin 2015, date à laquelle le ministère de l'Intérieur a porté à 4 le niveau d'alerte antiterrorisme, les forces de sécurité espagnoles ont arrêté 164 terroristes dans diverses opérations menées en Espagne et à l'étranger.

K. L.

### Acteur légendaire qui a incarné James Bond

#### Roger Moore est décédé



LE MONDE du cinéma est en deuil. Roger Moore, l'acteur légendaire qui a incarné James Bond à sept reprises, est décédé hier 23 mai. Ses enfants ont annoncé la triste nouvelle dans une lettre partagée sur Twitter. «L'illustre acteur Roger Moore nous a quittés ce mardi 23 mai à l'âge de 89 ans». Ce sont Deborah, Geoffrey et Christian, ses trois enfants, qui ont annoncé la terrible nouvelle sur son compte Twitter en partageant une lettre. Il est mort en Suisse après s'être battu contre un cancer. «L'amour qui l'a accompagné durant ses derniers instants est si immense qu'il n'y a aucun mot pour le décrire», peut-on lire

dans la lettre. C'est un véritable hommage que livrent les trois enfants : «Nous savons que l'amour et l'admiration pour notre père restera magnifié encore longtemps et à travers le monde, par toutes les personnes qui le connaissent pour ses films, ses séries et son travail passionné pour l'Unicef (dont il était ambassadeur, ndr)». L'acteur britannique a incarné 007 à sept reprises de 1973 à 1985 : «Vivre et laisser mourir», «L'Homme au pistolet d'or», «L'Espion qui m'a aimé», «Moonraker», «Rien que pour vos yeux», «Octopussy» et «Dangereusement vôtre».

Racim C.

## Attentat Terroriste à Manchester



LOUIS

Djalou@hotmail.com

## Souk N T'leta

### Le barrage livré en octobre 2019

■ Le barrage de Souk N T'leta, dans la commune de Tadmaït relevant de la daïra de Draâ Ben Khedda, sera livré en octobre 2019, a-t-on révélé hier à l'occasion de l'inauguration, par le wali de Tizi Ouzou, de la déviation provisoire de la route nationale 25 qui traverse le chantier.

Par Slim O.

Le taux d'avancement de ce projet lancé en réalisation en 2012 et qui a accusé un retard de 36 mois à cause des oppositions des propriétaires terriens, est estimé à 35%, a indiqué sur place le représentant de l'Agence nationale des barrages et des transferts (Andt).

La déviation de la RN 25 reliant Tizi Ouzou à Bouira en passant par les localités sud de la wilaya sur une distance de 6,6 km, permettra de libérer le chantier et d'accélérer la cadence des travaux après le règlement du problème de la circulation automobile, a déclaré le directeur des ressources en eau, Rachid Hameg.

Un travail à plein régime et une présence sur toute la zone du chantier pourra aboutir à un rétrécissement des délais de livraison de l'ouvrage de quelques mois, a-t-il expliqué, soulignant que les travaux de la digue secondaire du barrage prendront fin dans un mois au plus tard.

Les travaux de réalisation de la digue principale seront, cependant, lancés dans les jours à venir, et ce, suite à la levée de la contrainte liée à la finalisation de la déviation de la RN 25 réalisée pour un montant de 622 millions de dinars, a-t-il précisé.

Les responsables du groupement d'entreprise turc Nuro/Ozaltin ont saisi l'occasion pour soulever le problème d'approvisionnement en agrégat, suite à la fermeture depuis deux mois des routes menant vers la carrière de Keddara dans la wilaya de Boumerdès, par des citoyens.

En réponse, le représentant du maître de l'ouvrage a expliqué qu'une nouvelle route est actuellement en voie d'aménagement et sera opérationnelle dans les quelques jours à venir, ce qui permettra aux entreprises de ramener à nouveau de l'agrégat à partir de la même carrière.

Le wali de Tizi Ouzou, Mohammed Boudarbali, a signalé que le prochain défi dans la concrétisation de ce barrage d'une capacité de 90 millions de

mètres cubes est celui du rétrécissement des délais de livraison et de sa mise en eau, d'autant plus qu'il est destiné au renforcement de l'alimentation en eau potable au niveau de la wilaya.

Le premier responsable de l'exécutif a rappelé que l'Etat a payé 1,5 million de dinars de démobilitation du matériel durant les 36 mois de retard qu'a accusé le projet à cause des oppositions et de la procédure d'expropriation.

A ce sujet, M. Boudarbali a estimé que beaucoup de temps a été perdu au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou à cause de ces oppositions et des comportements irresponsables de certains citoyens, et que dans l'avenir l'administration prendra les mesures qui s'imposent pour faire avancer les choses et concrétiser des projets bloqués depuis des années à l'image du barrage de Zaouia, dans la daïra de Makouda, d'une capacité de 100 millions de mètres cubes.

S. O./APS

### 173 kg de kif traité saisis à Tlemcen et El Bayadh

#### Cinq narcotrafiquants arrêtés

CINQ narcotrafiquants ont été arrêtés et 173 kilogrammes de kif traité saisis dimanche et lundi, à Tlemcen et El Bayadh, par un détachement de l'Armée nationale populaire en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, a arrêté les 21 et 22 mai 2017 à Tlemcen et El Bayadh, cinq narcotrafiquants et saisi 173 kilogrammes de kif traité», précise la même source.

K. L.